

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-president-Toledo-sur-la-corde-raide-au-Perou>

Le président Toledo sur la corde raide au Pérou

- Les Cousins - Pérou -

Date de mise en ligne : lundi 22 mars 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La crise politique que traverse le Pérou n'a jamais été aussi forte qu'aujourd'hui, depuis l'accession de Alejandro Toledo au pouvoir. Outre une série de scandales touchant des personnalités gouvernementales et des erreurs commises par le président, il y a toute une série de facteurs internes qui expliquent la gravité de la crise. C'est une véritable réforme des institutions qu'il faut envisager pour sortir réellement de la crise actuelle.

Par José Coronado Cobeñas

ALAI/[Dial](#), 18 février 2004.

[Leer en español](#)

Ces dernières semaines, le pays a vécu une des pires crises politiques qu'ait connues le régime du président Alejandro Toledo, et jamais la question de sa démission ou de la vacance du pouvoir n'a été autant d'actualité. La situation est telle que la cote de popularité de Toledo atteint à peine 7%. Le dernier cabinet présidé par le premier ministre Carlos Ferrero a failli être censuré au Congrès - il s'en est fallu d'une voix - et son remplacement a été la première mesure prise pour essayer de redresser la barre.

Il s'y est ajouté récemment un scandale impliquant l'ancien chef du service des renseignements, César Almeida - homme de confiance de Toledo - lors de la divulgation d'un enregistrement des négociations menées par ce dernier avec un général des forces armées qui fut un des « banquiers » de Montesinos et qui se suicida par la suite alors qu'il était assigné à résidence. Ce fait, conjugué à d'autres dénonciations de corruption à l'encontre de hauts fonctionnaires, a été le détonateur de la crise qui a fait que les partis d'opposition comme la majorité des secteurs de la société civile ont exigé à l'unanimité le départ de Toledo. Cette situation a même conduit l'Organisation des Etats américains (OEA) à intervenir en appelant tous les acteurs de la société et de la politique à défendre la démocratie et en demandant leur soutien pour éviter une issue qui mette en péril les maigres acquis existants.

Les facteurs de la crise

La grave situation politique que traverse le pays n'est que l'expression d'une crise de grande ampleur qui touche à des questions de fond et qui s'explique par l'embourbement d'un processus de transition démocratique engagé dans une mauvaise voie ; il faut y ajouter une série d'erreurs commises par le président Alejandro Toledo lui-même et son parti moribond (Perú Posible), et mises à profit par la mafia Fujimori-Montesinos, qui continue de faire preuve de sa bonne santé et de sa vitalité.

Comme nous l'avons déjà indiqué, la transition démocratique est entrée en crise et s'est enlisée dès le moment où le président a décidé d'ignorer le besoin de changement exprimé par les secteurs de la société et de la population qui l'avaient porté au pouvoir. La poursuite d'une politique économique néolibérale peu différente du fujimorisme s'est révélée suicidaire pour le régime. Le maintien d'un modèle qui profite uniquement aux entreprises transnationales et aux grands groupes commerciaux et financiers fait que le gouvernement se trouve isolé du mouvement social et en rupture avec la base sociale qui l'a élu.

Les pouvoirs de facto, économiques et militaires, font cependant face à une situation paradoxale, qui explique leur confusion dans la crise actuelle. D'un côté, ils sont les bénéficiaires directs de la politique économique en vigueur et, de l'autre, ils rechignent à suivre la ligne politique du président Toledo, qui, par sa gestion déplorable des affaires, leur a indéniablement donné plus d'un motif ou d'un prétexte pour qu'ils agissent en ce sens.

Des scandales à répétition

En fait, la crise actuelle s'est formée essentiellement au cours de l'année écoulée. Rappelons les changements qu'a connus le régime pendant ces quelques mois : la chute du premier ministre Luis Solari - homme fort du parti de Toledo - et son remplacement par Beatriz Merino, elle-même tombée à la fin de l'année passée, emportée par des accusations de népotisme et des scandales d'ordre personnel. Le premier ministre en place, Carlos Ferrero, n'échappe pas à cette crise, puisqu'il ne peut même pas exercer pleinement ses fonctions.

Il faut y ajouter la démission inévitable et déplorable du premier vice-président et ministre du commerce extérieur, Raúl Diez Canseco, le départ du ministre du travail, Jesús Alvarado - secrétaire général du parti au pouvoir -, la chute de la ministre de la condition féminine, Nidia Puelles, quatre jours après sa nomination, et, enfin, le scandale impliquant l'ancien chef des services du renseignement, avocat et homme de confiance de Toledo, César Almeida, dont on a découvert les liens avec la mafia Fujimori-Montesinos. Tous ces personnages, déchus à la suite de dénonciations de corruption, sont militants de Perú Posible, parti dont la décomposition très avancée n'a fait qu'alimenter la crise.

Il convient toutefois de mentionner d'autres facteurs qui ont contribué à la crise politique extrême que l'on vit aujourd'hui : la renaissance de la mafia et le sentiment de plus en plus net, dans la population, que le régime en place n'y est pas étranger ; un pouvoir judiciaire incapable de juger et réprimer la corruption ; l'opposition asphyxiante d'une grande partie de la presse écrite et télévisée contre le régime ; le comportement des partis de la droite néolibérale, qui profitent des maladresses du gouvernement pour le déstabiliser bien qu'ils soutiennent sa politique économique ; l'APRA (Alliance populaire et révolutionnaire américaine), avec sa vieille politique ambivalente, lui aussi corrompu et dont la gestion à la tête des gouvernements régionaux est un échec ; et, enfin, la présence d'un mouvement social qui ne renonce pas à manifester et lutter dans la rue pour défendre des droits économiques légitimes et réclamer des emplois.

Des changements symboliques

Tous ces faits expliquent donc la situation actuelle de crise et d'enlisement de la transition, situation face à laquelle diverses solutions sont proposées précisément par les auteurs de la crise ; or il est clair qu'elles ne s'attaquent pas au fond du problème mais obéissent à des calculs politiques et électoraux, quand elles n'ont pas pour but de contourner la loi ou l'appareil juridique.

La chute du président Toledo fait aujourd'hui parti des possibilités envisageables. Cependant, compte tenu de la gravité des conséquences qu'elle entraînerait, on a opté pour une solution intermédiaire, avec la formation d'un cabinet composé de technocrates indépendants et professionnels, mais où l'on retrouve près de la moitié du personnel antérieur, la reconduction du premier ministre actuel, Carlos Ferrero, le maintien des mêmes prérogatives présidentielles, et le rejet des propositions en faveur d'un « président qui règne mais ne gouverne pas ». La présence la plus regrettable au sein de ce cabinet est indéniablement celle du premier ministre de l'économie de Toledo, Pedro Pablo Kuczynski, qui retrouve son portefeuille et qui reprendra probablement sa politique de privatisations, politique qui lui a déjà coûté son poste en juin 2002, lorsqu'il a annoncé la vente des entreprises d'électricité régionales. Autrement dit, la solution retenue n'est pas nécessairement une garantie de stabilité ni de bonne gestion des affaires publiques.

Elle porte au contraire les germes d'une nouvelle crise, puisqu'on refuse de s'attaquer aux racines du mal. Or le mal vient de ce qu'il manque au pays une orientation claire et nouvelle face à un système qui ne fonctionne pas et qui n'est pas représentatif des aspirations de la grande majorité des Péruviens. Et cela est d'autant plus vrai que les solutions proposées se limitent à la sphère de partis politiques usés, à ce simulacre d'Accord national ou aux acteurs de l'économie les plus puissants, sans que l'on prête attention aux voix exprimées par des pans entiers de la société

et de la population.

Une occasion de remettre le pays sur les rails

Dès lors que l'on convient que cette crise ne touche pas seulement le gouvernement mais aussi les partis politiques, le Congrès et le pouvoir judiciaire - qui souffrent tous du même discrédit -, il faut se dire qu'une solution engendrée dans un tel contexte n'offre aucune garantie. Il est nécessaire de prendre en compte les demandes des secteurs de la société que les partis ont cessé de représenter depuis un certain temps et qui exigent un changement de politique économique, une réforme de l'impôt et la convocation d'une assemblée constituante, ce qui implique une transformation de la structure de l'Etat en vue de construire une nouvelle république.

La crise actuelle nous donne l'occasion non seulement d'examiner mais d'engager avec détermination les mesures nécessaires pour régler les problèmes de fond afin de stabiliser la transition démocratique et de garantir le bon fonctionnement de l'Etat. Il nous faut passer d'une démocratie formelle ou représentative à une démocratie participative, avec une remise à plat du pouvoir à tous les niveaux, abandonner le système présidentiel actuel pour un régime parlementaire, renforcer le processus de décentralisation en donnant des moyens aux régions, réfléchir à un modèle économique et au nouveau rôle de l'Etat dans l'économie, défendre des secteurs clés comme l'agriculture, l'éducation et la santé, entre autres choses. Tout cela passe par un débat sur une nouvelle constitution, dont on a impérativement besoin à la place du fourre-tout actuel concocté sur mesure pour la clique Fujimori-Montesinos.

En résumé, comme l'ont affirmé des représentants de la société civile et des mouvements paysans, la crise actuelle ne peut se résoudre par la simple nomination d'un nouveau cabinet ou gouvernement qui continuerait d'agir dans la ligne suivie par le régime Toledo. La convocation d'une assemblée constituante et des mesures concrètes comme un changement de politique économique permettraient au nouveau cabinet de s'orienter vers l'organisation d'élections en bonne et due forme ; autrement dit, ce pourrait être une sorte de cabinet de transition. Si telle est la voie retenue, la crise actuelle nous aura donné l'occasion non seulement de répondre aux urgences du moment, mais de remettre le pays sur les rails, de jeter les bases d'une nouvelle république et de consolider la démocratie.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction,
mentionner la source DIAL.